

ce budget montre qu'il se moque royalement de la masse des citoyens.

On a parlé de la technologie moderne. J'ai l'impression que nous volons dans un DC-8 ou un DC-9 dont le pilote a perdu contact avec le sol, et, à la suite d'une défaillance de ses instruments, a aussi perdu sa route. Nous nous dirigeons au hasard et nous volons en direction des hauts pics des Rocheuses. Le pilote nous dit avec désinvolture que notre destination est la juste société, ce qui n'empêche que nous avons tous l'impression désagréable que nous allons nous écraser sur les hautes cimes, et que nous serons bientôt dans l'au-delà.

Peut-être est-ce là un excès de pessimisme. Malgré la manière dont le gouvernement a agencé son budget, j'espère encore qu'il y a à la Chambre des députés qui pensent aux masses, c'est-à-dire à la grande majorité des Canadiens qui, patiemment, attendent. Ils continuent à attendre quelque chose de ce gouvernement, mais pour la grande majorité de ces économiquement faibles, ce budget n'apporte rien de bon.

Il y a certains députés ministériels, j'en suis convaincu, qui connaissent l'histoire et qui savent qu'il est impossible de légiférer pour une classe seulement de la population. Je passe tous les jours devant la porte ouest de l'arc central de l'édifice du Parlement et j'y vois sculpté dans la pierre que, faute de vision, le peuple vit sans frein. Vérité profonde. Le budget manque de vision et n'est pas conçu en fonction de l'avenir.

Ce manque d'intérêt pour le bien-être des Canadiens nous attirera des ennuis avant longtemps. A mon avis, cet aveuglement et cette absence de vision dans le budget viennent s'ajouter aux annonces que nous avons entendues au cours des quelques derniers jours. Les Canadiens qui ont été témoins de la lutte longue et opiniâtre pour obtenir des normes canadiennes de bien-être pour toute la population d'un bout à l'autre du pays, doivent être très inquiets et malheureux de ce qu'il ont entendu. Il a fallu 50 ans pour obtenir le régime d'assurance frais médicaux. Nous entendons dire maintenant que d'ici 5 ans, tous les rouages fédéraux seront anéantis. Il a fallu nombre d'années pour faire évoluer les principes de la législation sociale au point où nous sommes maintenant parvenus, mais notre situation est peu favorable en comparaison de certains pays progressistes, notamment certains pays d'Europe. On nous dit maintenant que le gouvernement veut se retirer d'un certain nombre des programmes

à frais partagés. La seule comparaison qui me vienne à l'esprit est le geste patelin de Ponce Pilate qui se lave les mains après avoir indiqué qu'il ne voulait plus être mêlé à l'affaire, que, de toute façon, elle ne le concernait pas et que les autres n'avaient qu'à régler leurs affaires entre eux.

● (5.30 p.m.)

A mon avis, il est très étrange de voir le premier ministre se conduire comme il le fait. Je crois qu'il a bien agi en essayant d'obtenir l'égalité linguistique et culturelle pour les Canadiens des deux principaux groupes ethniques du pays. J'ai reconnu pleinement son mérite en prenant la parole à la Chambre récemment. Je suis profondément convaincue que, quelles que soient les perspectives des habitants des diverses régions du pays, le premier ministre est dans la bonne voie en cherchant à assurer à tout Canadien l'égalité des chances et un sentiment d'être chez lui, ancré dans la sécurité de sa langue et de sa culture dans n'importe quelle région.

Mais je dois avouer que je trouve très étrange de le voir aveuglément s'attaquer à ces mesures législatives qui ont rapproché les Canadiens d'un bien-être uniforme, où qu'ils vivent. C'est ce qu'il détruit petit à petit. Même si les provinces avaient toutes la même capacité d'offrir à leurs gens des normes de sécurité sociale, il n'existerait pas dans l'ensemble du pays cette uniformité de mesures qui nous permettrait, avec la mobilité que nous avons, de nous sentir chez nous partout au Canada à cet égard. Mais nos provinces ne sont pas égales. De fait le gouvernement leur enjoint de survivre ou de périr avec leurs propres taxes. Il leur fera quelques aumônes, naturellement, leur dit-il, mais elles devront elles-mêmes prélever la plupart des impôts nécessaires à leurs programmes de sécurité sociale. Pareille attitude n'est pas digne d'un homme d'État. Il est regrettable qu'un homme aux idées si avancées dans un domaine se montre si peu compréhensif dans un autre.

[Français]

**M. J.-A. Mongrain (Trois-Rivières):** Monsieur l'Orateur, l'honorable député me permettrait-elle de l'interrompre et de lui poser une question?

**Mme MacInnis:** J'ai besoin de tout le temps qui m'est alloué, je crois, monsieur l'Orateur. Mais quand j'aurai terminé, je serai heureuse de répondre à la question de l'honorable député.